

**Autorité Environnementale**  
Préfet de région

**Décision de l'Autorité environnementale  
après examen au cas par cas sur le projet dénommé  
« Fabrication d'emballages cartonnés »  
sur la commune de La Talaudière  
(département de la Loire)**

Décision n° 2018-ARA-DP-01188

**DÉCISION**  
à l'issue d'un examen au cas par cas  
en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement

Le préfet de région Auvergne-Rhône-Alpes,  
Préfet du Rhône

Vu la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté n°2017-441 du 24 octobre 2017 du préfet de région, portant délégation de signature en matière d'attributions générales à Madame Françoise NOARS, inspectrice générale de la santé publique vétérinaire, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Auvergne- Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté n° DREAL-SG-2018-04-03-34 du 3 avril 2018 portant subdélégation de signature en matière d'attributions générales aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu la demande enregistrée sous le n° 2018-ARA-DP-01188, déposée complète par la société CPC Saint-Etienne le 29 mars 2018, et publiée sur Internet ;

Considérant la nature du projet : augmentation de la quantité d'emballages cartonnés (33 tonnes produites par jour), fabriqués sur la commune de La Talaudière (Loire), sur un site existant et dans un bâtiment existant de 19 000 m<sup>2</sup> ;

Considérant la localisation du projet en termes d'enjeux : il est situé dans une zone industrielle, au sein de l'aire urbaine de l'agglomération de Saint-Étienne, et en dehors des périmètres reconnus de protection et d'inventaire des milieux naturels ;

Considérant que le projet présenté relève de la rubrique 1. Installations classées pour la protection de l'environnement, du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

Considérant que le pétitionnaire s'engage à mettre en œuvre des mesures qui permettent d'éviter ou réduire les potentiels impacts du projet, à savoir :

- des mesures afin d'éviter et de réduire les impacts sonores, notamment le fait que les installations bruyantes sont situées à l'intérieur du bâtiment et que la vitesse de circulation des véhicules est réduite ;
- des mesures afin d'éviter et de réduire le rejet d'effluents aqueux pollués, notamment le passage des eaux industrielles dans un déshuileur avant leur rejet dans le réseau d'eaux usées ;
- des mesures afin d'éviter et de réduire les rejets atmosphériques, notamment par l'absence de colles dans les solvants et la réduction de la quantité de produits utilisés, qui ne seront pas sources d'odeurs ;

Considérant qu'au regard de tout ce qui précède, compte-tenu des caractéristiques du projet présentées dans la demande, des enjeux environnementaux liés à sa localisation et de ses impacts potentiels, le projet ne justifie pas la réalisation d'une étude d'évaluation environnementale.

**DÉCIDE :**

**Article 1**

Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet de fabrication d'emballage cartonné, n°2018-ARA-DP-01188 présenté par la société CPC Saint-Etienne, concernant la commune de La Talaudière (42), n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

**Article 2**

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

**Article 3**

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait le 3 mai 2018

Pour le préfet et par subdélégation,  
la responsable du pôle autorité environnementale



Mireille FAUCON

**Voies et délais de recours**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication sur internet.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux. Tout recours contentieux doit être précédé d'un recours administratif, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif.

**Où adresser votre recours ?**

• **Recours administratif**

Monsieur le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes  
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDAE / pôle AE  
69453 LYON cedex 06

• **Recours contentieux**

Monsieur le président du Tribunal administratif de Lyon  
Palais des juridictions administratives  
184 rue Duguesclin  
69433 LYON Cedex 03

